

DELIVERABLE 4.1

POLICY BRIEF

FOR EUROPEAN COMMISSION & EACEA

(FRENCH)

WP4 – POLICY BRIEFS

WP Leader: COIMBRA GROUP

Target groups: other – European Commission, DG Education and Culture + EACEA,
E+ National Agencies and Offices

Dissemination level: national, international

The European Commission's support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents, which reflect the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

TABLE OF CONTENTS

1. Introduction.....	4
2. L'enseignement supérieur dans les pays ciblés	6
3. La Mobilité Internationale de Crédits : une opportunité et un défi.....	8
4. Recommandations.....	10
5. Conclusions sur la mise en œuvre de la MIC dans la région MENA	13
Références:	14

NOTE DE POLITIQUE - Commission Européenne

Comment la région ANMO peut-elle tirer le meilleur parti de la Mobilité Internationale de Crédits Erasmus+

1. INTRODUCTION

Lorsque l'on examine le secteur de l'enseignement supérieur dans la région du sud de la Méditerranée, l'une des caractéristiques les plus frappantes semble être son développement et son expansion globalement rapides suite aux récentes réformes dans l'ensemble de la région, par opposition à la grande variation du contexte politique et économique. Dans ce contexte, les défis auxquels sont confrontés les différents pays de la région MENA dans ce même secteur semblent également être similaires, comme le confirme l'Union pour la Méditerranée, qui indique qu'actuellement, 32% des entreprises de certains pays du sud de la Méditerranée considèrent que le niveau de qualification de la main-d'œuvre des diplômés est insuffisant et que de 15 à 32% des jeunes (15-24 ans) des pays du sud et de l'est de la Méditerranée sont des NEET - c'est-à-dire ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation. En outre, 25% des taux de chômage concerne les diplômés de l'enseignement supérieur dans les pays arabes de l'Afrique du Nord (<https://ufmsecretariat.org/what-we-do/higher-education-research/>). Selon des études récentes, le taux de chômage élevé frappe surtout les universités traditionnelles, en raison de l'inadéquation entre ce que le marché du travail exige et ce que les récents diplômés peuvent offrir.

Dans ce contexte, l'un des principaux moteurs de croissance et d'amélioration est, conformément au quatrième objectif de développement durable, « une éducation de qualité inclusive, sur un pied d'égalité », ainsi que des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Plus précisément, d'ici à 2030, les pays devraient « faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable » (ODD 4.3). Cette évolution est essentielle dans les pays de la région MENA pour répondre à la demande croissante de travailleurs hautement qualifiés et ayant des qualifications internationales. Il ne fait aucun doute que l'enseignement tertiaire transfrontalier sous ses diverses formes, en particulier la mobilité internationale, et l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans son ensemble, pourrait grandement améliorer la qualité de l'enseignement supérieur dans la région MENA, tout en offrant une excellente occasion d'éviter l'augmentation des dépenses en raison de l'augmentation du nombre d'étudiants locaux, d'autant plus que l'expertise étrangère et le capital pourraient donc être facilement attirés. Il s'agit d'un élément clé, compte tenu de la très jeune population (environ 100 millions de personnes) des pays de la région MENA, qui constituera la future main-d'œuvre face à un marché de plus en plus international. Il convient de rappeler que les révolutions menées par les jeunes dans le monde arabe en 2015, où les jeunes de moins de 25 ans représentent une proportion estimée et sans précédent de 60% de l'ensemble de la population de la région, ont démontré le rôle essentiel qu'ils jouent dans la transformation des structures politiques, économiques et sociales existantes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ils ont accru leurs attentes pour eux-mêmes et leurs sociétés, mais sont souvent limités par les réalités économiques et politiques dans lesquelles ils vivent. Par conséquent, l'impact bénéfique des développements de

l'internationalisation, comme ceux décrits ci-dessus, va bien au-delà du secteur de l'éducation lui-même.

Une tendance actuelle à renforcer l'internationalisation dans le secteur de l'enseignement supérieur a été observée dans toute la région MENA, et le programme Erasmus + de l'UE a ajouté un instrument de soutien précieux à cet égard depuis 2015, avec l'introduction de l'action sur la mobilité internationale des crédits (KA107-ICM). Néanmoins, il semble y avoir des défis et des obstacles majeurs qui limitent son plein potentiel en tant que moteur de croissance et d'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur.

En fonction du suivi du programme Erasmus+ et des premiers résultats de la récente introduction de la MIC, cette note de politique est centrée sur la situation actuelle, les défis et les possibilités d'amélioration dans trois pays de la région MENA - Algérie, Maroc et Tunisie - qui semblent partager un cadre similaire si on les compare aux autres pays de la région concernée, notamment en termes économiques et malgré les caractéristiques inévitables qui les différencient. Ces pays ont été les cibles récentes du projet de renforcement des capacités Erasmus + ICMED - Mobilité Internationale de Crédits : un nouveau défi dans la région méditerranéenne (<https://www.icmedproject.eu/>). À partir d'une cartographie et un processus de consultation approfondis sur le statut actuel de la MIC au niveau institutionnel et régional, le projet ICMED, dirigé par l'Université de Padoue en étroite coopération avec 5 autres EES de l'UE et 6 EES de la région MENA ainsi que deux réseaux universitaires, s'est efforcé de contribuer à une gestion innovante, efficace et effective de la Mobilité Internationale de Crédits dans la région MENA, en renforçant les capacités du personnel, en mettant en œuvre un programme de formation complet, en favorisant l'information et en partageant les meilleures pratiques dans ce domaine.

Notamment, par des recherches documentaires et des questionnaires/entretiens locaux avec tous les groupes cibles intéressés, le projet ICMED s'est également efforcé de mettre en évidence les principaux défis/questions apparus au cours du projet, à la suite de leur influence potentielle sur les futures actions politiques. Cela a donné lieu à un rapport de synthèse de la consultation, à des rapports de la semaine de formation et à une série de notes de politique rassemblant des recherches et des données locales à regrouper les informations sur les développements politiques de la MIC et de l'action Erasmus+ KA107 en particulier.

Le but de cette note de politique est donc de tirer des conclusions pertinentes et de fournir des contributions et des recommandations utiles aux décideurs politiques (en particulier la Commission européenne) sur les mesures à prendre pour affiner et rationaliser la MIC, ainsi qu'aux EES des deux rives de la mer Méditerranée pour tirer le meilleur parti de la gestion et de la mise en œuvre de la MIC.

2. L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DANS LES PAYS CIBLES

L'internationalisation est aujourd'hui considérée comme un pilier de l'enseignement supérieur dans les pays concernés. Dans le Plan stratégique de l'enseignement supérieur 2015-2030 du Maroc, qui vise à devenir le centre international de l'enseignement supérieur de la région avec environ 15 000 étudiants internationaux par an (données du ministère 2016), la coopération internationale est la clé de la réforme de l'enseignement supérieur, grâce à une coopération renforcée avec les pays étrangers, de nouveaux partenariats internationaux, une mobilité accrue et une coopération régionale. De même, la Tunisie a investi beaucoup pour accroître l'attractivité internationale de ses EES, triplant (2011-2013) le nombre de ses étudiants étrangers (UNESCO 2014). La stratégie tunisienne en matière d'enseignement supérieur (2015-2025) se concentre sur l'amélioration de la qualité et de l'employabilité de l'enseignement supérieur, principalement par le biais de la coopération et de la mobilité internationales, qui est aussi le troisième pilier de la stratégie algérienne d'internationalisation de l'enseignement supérieur (2013). Dans tous les pays ciblés, la formation du personnel de l'enseignement supérieur est également essentielle pour mettre en œuvre efficacement les recommandations et les actions politiques du gouvernement.

Cependant, des défis assez importants dans la région MENA font que le secteur de l'enseignement supérieur lutte actuellement pour suivre la mondialisation et les demandes d'expansion et de développement des sociétés basées sur la connaissance, en particulier la baisse de la qualité - qui est également le résultat de la précédente tendance à la « massification » et de la croissance rapide du nombre d'étudiants et de diplômés dans les deux premières décennies du 21^{ème} siècle - et de l'ensemble du système éducatif. La Tunisie, par exemple, est l'un des trois pays de la région MENA qui comptent la plus forte proportion de diplômés par rapport à l'ensemble de la population du pays. Le système éducatif de la région MENA semble reposer en grande partie sur des méthodes d'enseignement démodées qui ne favorisent pas l'apprentissage autonome et la réflexion analytique et se concentrent davantage sur les besoins en matière d'enseignement et moins sur la recherche, ce qui entraîne également des taux d'abandon des études élevés. Alors qu'une caractéristique commune et même une exigence de l'enseignement supérieur dans le monde entier est que l'enseignement doit être fondé sur la recherche, dans de nombreux pays de la région MENA, un pourcentage assez limité du PIB, très souvent inférieur à 1 %, est investi dans la recherche. Cette question est à son tour liée à la qualité du personnel enseignant. En Algérie, par exemple, une très petite partie des enseignants est titulaire d'un doctorat. Par conséquent, un nombre assez limité de cours de deuxième et troisième niveaux ne correspondent pas entièrement aux besoins du marché du travail.

La flexibilité réduite du système et les mesures de numérisation insuffisantes semblent être d'autres obstacles, alors que le marché du travail a un besoin urgent de compétences et de diplômes les plus diversifiés. La plupart des universités arabes sont des établissements d'enseignement et ne produisent pas les compétences spécifiques nécessaires au marché du travail et à la vie professionnelle, ce qui est particulièrement le cas des études STIM, qui sont assez sous-représentées. Les baccalauréats sont utilisés pour bien répondre aux besoins d'emploi dans la fonction publique, mais ce marché est en train d'arriver progressivement à son terme. En outre, les alternatives à l'enseignement supérieur comme les écoles professionnelles sont plus rares.

Un autre problème qui semble être strictement lié au taux de chômage élevé, spécialement au Maroc, est le manque de cours universitaires en anglais, car la plupart de ces cours sont dispensé en arabe ou en français, et la maîtrise limitée de l'anglais par les étudiants, ce qui se traduit une fois de plus par une préparation insuffisante des futurs diplômés au marché du travail.

Dans ce contexte, le financement et l'assurance qualité sont deux aspects étroitement liés qui méritent une attention particulière. D'une part, le financement de l'enseignement supérieur dans les États arabes est jugé limité, voire insuffisant, et pour la plupart gouvernemental. Le soutien non gouvernemental semble au contraire modeste. Cela est dû en partie au fait que les inscriptions dans l'enseignement privé ont tendance à être très faibles dans certains pays, par exemple en Tunisie et en Algérie, et que la plupart des gouvernements de la région MENA, y compris l'Algérie, ont suivi une politique d'enseignement essentiellement gratuit à tous les niveaux de l'enseignement public, en vertu de laquelle les étudiants ne doivent généralement payer qu'un droit symbolique. Il serait donc approprié de réfléchir aux politiques de financement de l'enseignement supérieur dans ces États, en termes d'adéquation des dépenses, d'utilisation efficace des ressources et d'équité dans l'allocation des ressources. D'autre part, le financement lui-même n'est pas basé sur la performance, et les mécanismes d'assurance qualité, indispensables pour relier les EES aux normes internationales, semblent ne pas être pleinement développés et exploités.

Pour conclure, les pays de la région MENA sont également confrontés aux grands défis qui affectent les économies et les sociétés d'aujourd'hui, tels que les changements climatiques et les questions d'environnement, qui sont devenus des priorités mondiales et constituent des objectifs ambitieux inclus dans les objectifs de développement durable (ODD 13). Les vastes programmes de mobilité, tels que ceux promus par les programmes Erasmus+, ont un impact considérable sur l'environnement. S'il est fort probable que la mobilité reste un aspect essentiel de l'internationalisation, il reste beaucoup à faire pour modifier les priorités et prendre des mesures pour réduire son impact environnemental. Par exemple, la mobilité mixte, qui combine une mobilité physique à court terme avec des formes d'échange plus neutres en carbone, pourrait être un bon moyen pour élargir l'horizon de l'internationalisation et rendre possible l'apprentissage global pour tous. En fait, aucun des objectifs de développement durable, et encore moins l'action pour le climat, ne peut être atteint sans la contribution notable du secteur de l'enseignement supérieur. Grâce à la recherche, les EES présentent l'avantage de produire de nouvelles connaissances et des innovations permettant de relever les défis mondiaux et de fournir des données probantes pour une politique publique éclairée. Si le changement et la transformation provient des pratiques d'apprentissage et d'enseignement, leur succès et leur durabilité nécessitent le soutien et la coordination de l'établissement et du système (Tendances 2018 de l'EUA).

3. LA MOBILITE INTERNATIONALE DE CREDITS : UNE OPPORTUNITE ET UN DEFI

Dans ce cadre, la Mobilité Internationale de Crédits, en tant que forme d'enseignement transfrontalier, s'est jusqu'à présent révélée être l'une des innovations les plus significatives d'Erasmus+ dans l'enseignement supérieur, car elle offre un nouveau modèle et un nouveau défi pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, qui pourrait être très bénéfique pour le secteur de l'enseignement supérieur et même au-delà, pour les raisons suivantes, parmi d'autres :

- Il offre la possibilité de bénéficier d'un contexte de recherche international.
- C'est un moyen utile pour la suppression des contraintes financières et pour une participation élargie.
- C'est une politique utile pour diversifier les programmes et pour les rendre plus pertinents afin de répondre aux besoins nationaux, en bénéficiant des technologies les plus récentes.
- Elle exige un système de transparence pour la reconnaissance et une responsabilisation renforcée des EES, à l'instar des normes internationales.
- Les projets de mobilité permettent aux acteurs européens de jeter des ponts avec les pays partenaires et vice versa grâce à la coopération. En particulier, la portée thématique des projets avec les pays partenaires dépasse souvent celle des projets au sein de l'UE, par exemple en termes de transfert de méthodologie et d'intégration régionale.

Néanmoins, la structure actuelle de la MIC, comme le montre l'étude expérimentale de l'ICMED sur la mise en œuvre de la MIC jusqu'à présent dans les pays concernés, présente des obstacles majeurs qui limitent inévitablement son plein potentiel. L'instauration de relations universitaires durables et la réalisation d'effets systémiques sont entravés par l'effet combiné de ces facteurs, qui pourraient être résumés comme suit :

- Manque de connaissances et difficultés à comprendre pleinement les modèles et les procédures de l'action prioritaire KA107.
- Stratégies d'internationalisation non structurées/formalisées.
- Charge bureaucratique élevée, notamment en ce qui concerne les visas.
- Manque de participation institutionnelle appropriée et peu ou pas de participation des Bureaux des Relations Internationales respectifs à la gestion de la KA107. Une évaluation préliminaire des besoins, réalisée par l'Université de Padoue en coopération avec le Groupe de Coimbra à l'automne 2016 (Séminaire du GC sur la Mobilité Internationale de Crédits, 25 novembre 2016), a montré que la participation des EES de la région MENA à la MIC a jusqu'à présent fortement reposé soit sur un engagement académique unique, soit sur une coopération institutionnelle sans l'engagement nécessaire des départements/universités.
- Absence d'un cadre général harmonisé dans les procédures allant de la candidature à la mise en œuvre : cela inclut les demandes stratégiques au niveau décentralisé et central, les

variations régionales dans les installations et les politiques du projet, et les contrats à court terme.

- Peu d'implication des EES locales, en particulier dans les zones rurales, dans le cadre de l'action clé 107, et les difficultés qui en découlent pour entrer en contact avec les partenaires internationaux.
- Peu d'expérience du personnel local dans les procédures de candidature/sélection, conformément aux réglementations nationales et aux exigences de transparence de la CE.
- Manque de candidats entrants, souvent en raison des troubles politiques et des protocoles de sécurité de l'UE.
- Difficulté à envoyer de jeunes étudiantes en Europe sans qu'elles soient accompagnées d'un membre masculin de la famille.
- Réticence des meilleurs étudiants à participer à la MIC, car il leur serait difficile de rivaliser ensuite avec les étudiants non mobiles.
- Barrières linguistiques (anglais contre français ; arabe) : même aujourd'hui, on peut remarquer une forte influence française dans le secteur de l'enseignement supérieur de la région MENA, notamment en ce qui concerne la langue, les programmes d'études, la structure des diplômes et la terminologie, alors que les cours en anglais sont encore rares et que tous les étudiants ne maîtrisent pas suffisamment la langue anglaise.
- Préparation culturelle inadéquate des futurs étudiants internationaux.
- Difficulté de reconnaissance, en particulier des activités de mobilité des doctorants et du personnel, également due à l'absence de procédures normalisées de conversion et reconnaissance des crédits ECTS.

La liste ci-dessus résume les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du projet dans son ensemble ; toutefois, les obstacles et les difficultés spécifiques concernent également chaque étape de la vie du projet. À cette fin, le rapport de synthèse de la consultation ICMED constitue un apport utile pour une analyse plus approfondie des défis posés par la KA107 dans ses différentes étapes de mise en œuvre.

4. RECOMMANDATIONS

À la lumière des développements actuels de l'enseignement supérieur et de l'impulsion donnée à l'internationalisation, sur la base des preuves issues de la recherche documentaire et des conclusions de l'ICMED entre 2017 et 2019, les recommandations générales suivantes pourraient être avancées au niveau politique :

1. Le secteur de l'enseignement supérieur a besoin que des stratégies soient développées au niveau national pour que les établissements d'enseignement supérieur puissent allouer leurs budgets en fonction des priorités nationales. À cet égard, la Commission européenne pourrait contribuer à sensibiliser les pays de la région MENA à l'importance d'un tel cadre stratégique pour l'éducation, le développement des compétences et la mobilité, qui a un impact crucial sur l'avenir économique et social des pays concernés. Le rôle des Bureaux Nationaux Erasmus+ pourrait être renforcé afin qu'ils puissent fournir un précieux retour d'information aux gouvernements locaux et assurer la liaison avec eux, de manière à faire pression en faveur d'un tel cadre stratégique. L'augmentation du nombre de cours en anglais irait certainement dans ce sens.
2. Une stratégie nationale pour une politique de recherche est également hautement nécessaire, à financer en fonction des besoins nationaux à long terme qui y sont liés.
3. La participation de l'industrie et du secteur privé, en particulier au financement de la recherche, devrait être encouragée, par exemple par une participation plus directe à la conception des cours, aux possibilités de formation et aux programmes de mobilité des étudiants et du personnel.
4. A cette fin, les agences nationales et les gouvernements devraient être informés des différents modèles et systèmes institutionnels de prestation transfrontalière et de ce qui les rend efficaces.
5. Par conséquent, la formation et la sélection du personnel enseignant et administratif sont cruciales : la recherche et les compétences internationales devraient devenir à cet égard des caractéristiques essentielles à rechercher mais aussi à récompenser.
6. Un environnement d'enseignement supérieur à vocation internationale exige un système efficace d'assurance qualité, dans lequel les établissements sont évalués en fonction de leurs performances, y compris celles de leur personnel : des efforts sont nécessaires pour développer une approche régionale de l'accréditation et pour mettre en place un cadre de qualité, de même que la reconnaissance mutuelle des qualifications entre les pays d'origine et d'accueil.
7. Sur la voie de l'internationalisation, la recherche commune sur les meilleures voies d'accès pour les étudiants et la mobilité des travailleurs qualifiés serait très bénéfique pour renforcer la capacité de chaque pays.

La mobilité des étudiants et du personnel s'est révélée un facteur clé dans la recherche de la qualité et de la compétitivité internationale dans l'enseignement supérieur. Il est donc

hautement nécessaire se concentrer sur la Mobilité Internationale de Crédits Erasmus+ sur la manière d'améliorer et de rationaliser sa mise en œuvre dans les pays concernés, afin également d'étendre l'espace européen de l'enseignement supérieur au-delà des frontières physiques de l'Europe pour intégrer les trois pays du Maghreb dans ce qui deviendrait l'espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur et de la recherche. En conséquence, les recommandations spécifiques, élaborées, sur la base de l'analyse du projet ICMED, peuvent être résumées comme suit :

1. A la lumière des futurs programmes éducatifs de l'UE, une approche plus flexible permettrait de passer au niveau supérieur grâce à des incitations introduites avec succès - ce qui donnerait plus de poids au programme dans le cadre de la politique de l'enseignement supérieur et permettrait d'obtenir une meilleure perception de l'espace européen de l'enseignement supérieur dans le monde entier.
2. Une meilleure planification serait recommandée : elle devrait par exemple viser à la fois à étendre la durée des contrats à un minimum de 5 ans au lieu des 24 ou 36 mois actuels, et à favoriser une plus grande cohésion et une harmonisation des pratiques (c'est-à-dire des modèles uniformes), afin de réduire également la charge administrative.
3. Une stratégie globale de MIC dans la région nécessite une action de coordination centrale par la CE et ne peut être mise en place que par une participation plus importante des NEO, par exemple à la mise en place de procédures standard et uniformes ainsi que à la publication de lignes directrices. L'Agence EACEA et les NEO ont donc un rôle crucial à jouer dans l'harmonisation des procédures et dans l'établissement de normes communes minimales, non seulement dans les pays de la région MENA mais aussi, espérons-le, dans toute la région. Par exemple, une base de données de tous les accords de MIC actifs et des possibilités offertes aux candidats potentiels pourrait être développée, avec la contribution des NEO, et publiée sur le site web de la CE. Dans le même but, les principes de la charte Erasmus pourraient être rappelés par les NEO eux-mêmes, afin de rendre chaque étape du projet transparente et claire. Dans la perspective d'un espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur, les futurs programmes pourraient idéalement considérer les pays de la région MENA comme des signataires potentiels de la charte Erasmus.
4. La procédure VISA, longue et parfois assez coûteuse, pourrait bénéficier de la mise en place d'un canal préférentiel pour les candidats à la MIC, par lequel les NEO coordonnent la collecte des candidatures au niveau central et coopèrent plus étroitement avec les consulats, de manière à les sensibiliser également à la MIC.
5. La mise en œuvre des candidatures en ligne réduirait la charge de travail des étudiants et du personnel, en particulier dans l'étape d'évaluation.
6. La sensibilisation au programme et la liaison avec les organismes régionaux et nationaux concernés, y compris les EES, sont cruciales pour une meilleure connaissance et diffusion de celui-ci, et là encore les NEO pourraient jouer un rôle plus clair et participer plus activement. Cela impliquerait un recours accru aux sessions d'information et à la promotion des médias sociaux.

7. Une participation et un engagement actifs de toutes les parties concernées impliqueraient également un passage du modèle actuel de projet unilatéral - avec un rôle central de coordination presque entièrement joué par les EES de l'UE et les agences nationales de l'UE - à une coordination partagée de la MIC. Cela contribuerait à une plus grande implication des établissements d'enseignement supérieur concernés, mais ne peut être envisagé qu'une fois que les stratégies nationales et régionales sont pleinement développées. À cette fin, la communication et la coordination entre les établissements d'envoi et d'accueil devraient être améliorées, afin d'échanger des informations en temps utile et d'une façon plus claire sur les procédures et les règles de sélection et d'assurer plus de transparence sur les critères d'évaluation et de sélection.
8. Les activités de mise en réseau entre les NEO et les AN, entre ces organismes et les EES, et parmi les EES de l'UE et de la région MENA sont essentielles pour identifier les obstacles aux différentes étapes du projet, détecter et partager les bonnes pratiques, ainsi que l'expérience, et se développer ensemble. À cet égard, des formations régulières impliquant les NEO, les AN et les EES des deux rives de la Méditerranée pourraient être prévues pour permettre le dialogue et la comparaison parmi les différents pays concernés (de l'UE et de la région MENA). La formation serait utile aux NEO et aux EES de la région MENA pour approfondir leurs connaissances sur les objectifs et les instruments ECTS et pour standardiser les procédures internes, en partageant les bonnes pratiques au niveau national et en facilitant ainsi la reconnaissance des activités de mobilité.
9. Des activités similaires de mise en réseau pourraient également être planifiées en adoptant le modèle Erasmus + Virtual Exchange - E+VE (https://europa.eu/youth/erasmusvirtual_en), afin de limiter les coûts de mobilité, de rationaliser le calendrier et permettre une participation plus large et inclusive des toutes les parties intéressées, tout en recourant également aux technologies numériques, en renforçant la coopération entre les différentes catégories de personnel - personnel enseignant, personnel auxiliaire d'enseignement, chargés internationaux et personnes employées- non seulement au sein du même EES, mais également entre les différents EES impliqués.
10. Conformément au point précédent, étant donné que les activités d'apprentissage en ligne, y compris les cours en ligne ouvert et massif (CLOM), ont augmentées dans la plupart de pays concernés et que les CLOM et les autres types d'apprentissage en ligne semblent avoir le plus grand potentiel de croissance (29% des établissements prévoient de les développer), l'échange virtuel E+ pourrait constituer un soutien idéal à la mobilité physique. Il pourrait également constituer une alternative potentielle et valable pour atteindre ceux qui n'ont pas les moyens d'adhérer au programme E+ et ont peu ou pas d'accès à l'apprentissage international, adoptant ainsi une approche éducative plus inclusive. En outre, un tel modèle contribuerait de manière significative à la réduction de l'empreinte carbone de la mobilité, une mesure qui est aujourd'hui très nécessaire, puisqu'un nombre croissant d'universités demandent des initiatives neutres en carbone. Les avantages de la combinaison de la MIC et de l'E+VE seraient donc considérables : a) une impulsion supplémentaire à l'innovation dans l'offre éducative, b) un format d'internationalisation mixte amélioré, c) une attention accrue à l'internationalisation dans le pays d'origine, d) l'amélioration des compétences transférables et des compétences non techniques des

participants, et e) un impact environnemental limité de la mobilité internationale. D'autre part, les CLOM et autres modèles en ligne, ainsi que les échanges virtuels, pourraient donner accès à une expertise internationale, ce qui améliorerait la qualité et la réputation des programmes avec ressources limitées. Compte tenu du fait qu'Erasmus+ sera bientôt remplacé par un nouveau programme, il conviendrait d'encourager et promouvoir les échanges virtuels et la mobilité afin de poursuivre les efforts entrepris. L'internationalisation des programmes d'études et la participation à l'apprentissage international en ligne ou aux échanges virtuels sont importants pour soutenir la mobilité physique, ce qui pourrait contribuer à limiter le risque de fuite des cerveaux et bénéficier aux groupes plus importants d'étudiants et de personnel.

11. Encourager l'adoption du modèle E+VE irait également dans la direction d'améliorer les cours de préparation à la mobilité, en particulier pour les étudiants. Les échanges virtuels permettent également aux étudiants de vivre une expérience culturelle liée à un échange physique grâce à l'interaction avec des pairs et des animateurs de différentes cultures ; ils peuvent donc aussi pratiquer à la fois l'anglais et la langue du pays d'accueil avant l'échange.

5. CONCLUSIONS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA MIC DANS LA REGION MENA

La capacité à partager, reproduire, exploiter et évaluer les bonnes pratiques est en tout cas nécessaire pour maximiser les avantages de l'éducation transfrontalière. Cela nécessite la rationalisation et l'optimisation de ce qui a été réalisé jusqu'à présent, ainsi qu'une étude plus approfondie et un partage des bonnes pratiques déjà existantes, comme celles identifiées par le projet ICMED. Par exemple, les expériences antérieures réussies dans des projets de coopération (comme le programme Erasmus Mundus) ont assez souvent donné lieu à des projets de MIC plus fructueux et, d'un point de vue informatif et promotionnel, l'enregistrement de vidéos sur l'expérience à l'étranger par le personnel qui a participé à un programme de mobilité internationale, a été utile lors de journées d'information ou d'événements dédiés. En ce qui concerne l'étape de candidature, la création d'une plate-forme informatique pour collecter et remplir les documents de candidature s'est également avérée être précieuse. En ce qui concerne la préparation des étudiants à l'expérience de mobilité, l'introduction de cours généraux tels qu'un projet eTandem qui recourt au modèle d'Erasmus + Virtual Exchange et rassemble les étudiants internationaux et locaux dans une communauté en ligne, est un moyen inclusif, avec un bon rapport coût/efficacité, pour faire face aux questions culturelles et linguistiques et promouvoir l'internationalisation dans le pays d'origine. Dans l'ensemble, la compatibilité des systèmes d'enseignement supérieur locaux avec ceux liés au processus de Bologne est effectivement un résultat pertinent à atteindre, garantissant non seulement la reconnaissance et la transparence, mais aussi et surtout la possibilité de parler une langue commune dans l'enseignement supérieur.

Il ne fait aucun doute que l'excellente perception générale des programmes de MIC, de leur utilité et de leur impact sur l'employabilité des diplômés et la formation continue du personnel est une occasion importante de développer la dimension internationale des EES concernés, à la fois en offrant des possibilités d'apprentissage/de formation/d'enseignement à l'étranger aux étudiants et

au personnel et en offrant plus de possibilités d'apprentissage/d'enseignement international dans le pays à l'ensemble de la communauté universitaire.

Cette note de politique et les trois autres destinées aux pays de la région MENA concernés visent à apporter de nouvelles contributions et à stimuler la discussion et l'amélioration au profit des autorités nationales et européennes, pendant le suivi du programme Erasmus+. Ce faisant, le projet ICMED aura, espérons-le, contribué à améliorer la qualité du secteur de l'enseignement supérieur dans son ensemble et à rationaliser la gestion et la mise en œuvre d'une action aussi ambitieuse que la Mobilité Internationale de Crédits Erasmus+.

RÉFÉRENCES:

Les Dossiers – Tunisie, Campus France, May 2016,
<https://www.campusfrance.org/fr/ressource/tunisie>

EUA's Trends Questionnaire 2018, <https://eua.eu/downloads/publications/trends-2018-learning-and-teaching-in-the-european-higher-education-area.pdf>

ICMED project results, <https://www.icmedproject.eu/project-outputs/>

Internationalisation de l'enseignement supérieur au Maroc, presentation by *Direction de la Coopération et du Partenariat*, Amman, 11 October 2016

Internationalization of Higher Education in MENA: Policy Issues Associated with Skills Formation and Mobility,
<http://documents.worldbank.org/curated/en/123501468299193117/pdf/637620ESW0WHIT00SELM20ReportMENA0EN.pdf>

"More non-Arabic degrees 'will ease Morocco's graduate unemployment'", 10 May 2018, The Times Higher Education, <https://www.timeshighereducation.com/news/more-non-arabic-degrees-will-ease-moroccos-graduate-unemployment>

"SDGs 'not attainable without contribution of HE', UN told", [Brendan O'Malley](#), 20 July 2019, University World News – the Global Window on Higher Education
<https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20190719135507840>

"Time to cut international education's carbon footprint", [Hans de Wit](#) and [Philip G Altbach](#), 11 January 2020, University World News – the Global Window on Higher Education
<https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20200108084344396>

UfM Union for the Mediterranean <https://ufmsecretariat.org/what-we-do/political-framework/>

UNESCO Study Report on Financing Higher Education in Arab States
<https://en.unesco.org/sites/default/files/financing.pdf>